

(1)

(N° 173)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUIN 1911.

Projet de loi accordant la personnification civile aux Universités
de Bruxelles et de Louvain (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CLEEMPUTE.

MESSIEURS,

Dans un travail en quelque sorte parallèle au présent Rapport, l'auteur de celui-ci s'est vu obligé d'exposer les faits sociaux, scientifiques, législatifs, qui amènent le retour à des traditions universelles, la satisfaction d'aspirations naturelles, constantes des nations civilisées, c'est-à-dire la reconnaissance légale de la personnalité et de la capacité juridiques, moyennant des conditions et dans des limites déterminées, aux Associations qui, sans but lucratif, ont pour objet l'étude, le développement et la diffusion des sciences; il a exposé les principes qui conquièrent la faveur du monde du Droit.

Il est superflu d'entrer présentement dans ces considérations de caractère général.

Le projet de loi « accordant la personnification civile aux Universités libres de Bruxelles et de Louvain » considère des situations spéciales, qui, à elles seules, pourraient justifier la mesure qui vous est proposée.

Les Universités libres de Bruxelles et de Louvain participent à l'activité scientifique, administrative et sociale du Pays par des œuvres et des services que, depuis longtemps, l'opinion et les lois ont reconnus.

(1) Projet de loi, n° 136.

(2) La Commission, présidée par M. BEERNAERT, était composée de MM. HYMANS, HUYSMANS (LOUIS), MABILLE, POULLET, VAN CLEEMPUTE et VANDERVELDE.

Déjà, lors de l'examen du projet devenu la loi du 15 juillet 1849, le Gouvernement et la Législature mettaient sur le même rang, dans des conditions d'égalité, pour la composition des jurys préposés à la collation des grades académiques, les universités libres et les universités de l'État.

Le Ministre de l'Intérieur, M. Rogier, et, avec lui, M. Devaux disaient :

« Dans le système du Gouvernement, les universités libres, dont on doit » tenir compte lorsqu'on administre, seront *représentées, dans les jurys* » *universitaires, sur le même pied que les universités de l'État.* »

Cette consécration législative n'a fait que grandir en étendue et en autorité.

La loi de 1876, qui régit encore l'enseignement supérieur et la collation des grades académiques, attribue la même valeur aux titres scientifiques et professionnels conférés par les universités libres elles-mêmes et seules, et à ceux conférés par les universités de l'État.

L'opinion, dans le pays et à l'étranger, reconnaît un égal mérite aux savants qu'elles ont formés.

On voit se presser, aux leçons de maîtres renommés, des générations toujours nombreuses d'étudiants.

Tel est le glorieux présent de nos universités libres; il est le développement d'un passé de trois quarts de siècle, marqué par des labeurs et des sacrifices persévérants et par d'incessants succès.

Mais, si elles ont acquis cette situation, si elles ont rendu et rendent d'éminents services, elles le doivent à elles-mêmes, à leurs zélateurs.

Elles sont nées d'initiatives libres; elles se sont développées librement; librement elles ont organisé leur œuvre et l'ont maintenue à la hauteur de tous les progrès.

L'Exposé des motifs présenté par le Gouvernement rend un loyal hommage à l'esprit scientifique, à l'activité intelligente, aux sacrifices généreux, qui ont produit deux institutions honorant de leur illustration la libre Belgique et son caractère national, naturellement enthousiaste d'initiatives généreuses et indépendantes.

Ce fait historique, qui, par lui-même, multiplie les garanties, justifierait, à lui seul, la reconnaissance de la personnalité juridique et d'une capacité civile, exercée par des administrateurs choisis continuant des traditions consacrées par l'attention et la faveur publiques.

On peut dire que cette vie et cette capacité juridiques, dont on rencontre de remarquables manifestations en harmonie avec tant d'intérêts publics et privés, étaient déjà une réalité morale. Aussi la Commission s'est-elle trouvée unanime pour approuver le projet de loi et pour vous proposer de l'adopter.

L'honorable M. Vandervelde, empêché d'assister à la réunion de la Commission, lui a adressé une lettre déclarant qu'il approuvait le projet, mais proposerait un amendement ayant pour objet d'accorder également la personnification civile à l'Université Nouvelle de Bruxelles.

La Commission n'a pu que constater que cet amendement apparaît non recevable. Elle a considéré surtout deux choses : d'abord, qu'il s'agit d'une loi absolument spéciale, n'établissant pas un régime général, ne visant ni une catégorie, ni un type, mais deux institutions, deux situations particulières ; pour donner satisfaction à l'honorable M. Vandervelde, il faudrait un projet nouveau ; ensuite, que l'Université Nouvelle ne possède pas toutes les Facultés qu'exigent les lois sur l'organisation de l'enseignement supérieur.

La Commission adhère, au surplus, à l'Exposé des motifs, au commentaire qu'il donne des textes. Elle croit néanmoins marquer davantage cet accord par deux observations de *pure forme*.

Voici la première :

L'alinéa 2 de l'article 1^{er} porte :

« Font partie de ces universités les établissements d'enseignement supérieur qui s'y rattachent et qui sont situés dans l'arrondissement où l'université est établie. »

En fait, aujourd'hui, les deux arrondissements administratifs de Bruxelles et de Louvain se confondent avec les arrondissements judiciaires. Mais la situation pourrait se modifier. Il n'est donc pas sans intérêt de signaler que le projet de loi envisage les arrondissements judiciaires. D'une part, en effet, les Universités de Bruxelles et de Louvain ne sont pas des institutions administratives ; d'autre part, l'Exposé des motifs caractérise en ces termes les deux nouvelles personnalités juridiques :

« Désormais ces associations (les universités libres) auront le droit de se
» présenter dans le monde juridique comme des personnes autonomes, avec
» un patrimoine, un actif et un passif propres, séparés de tout autre. Elles
» jouiront de toutes les facultés dont jouissent les personnes physiques...,
» Pour tout résumer, une fois le projet voté, il n'y aura dans la
» société belge que deux citoyens de plus dans tous les cas aussi, les
» universités subsisteront pour leur liquidation. Elles y procéderont elles-
» mêmes, sans aucune autre intervention, ainsi que les sociétés commer-
» ciales reconnues par notre législation, et leur liquidation demeurera,
» comme tous les autres actes de leur existence juridique, un acte *de pur*
» *droit privé*.... Il va sans dire que les contestations auxquelles la liqui-
» dation peut donner lieu seront, d'après le droit *commun*, *déférées aux*
» *tribunaux civils*. »

Tel est le principe qui, de plus en plus, prend possession des esprits dans le monde du Droit.

Ce que l'alinéa 2 de l'article premier vise, c'est l'arrondissement judiciaire : *c'est celui du principal établissement des « citoyens »*, du siège, du centre de leur activité.

Voici la seconde observation :

Nous venons de le redire : les Universités libres subsistent pour leur

liquidation, y procèdent elles-mêmes, et, sous ce rapport, l'Exposé les compare aux sociétés commerciales, elles aussi indépendantes, maîtresses de leur patrimoine, dont elles disposent, qu'elles attribuent, dans la liquidation.

Il semble donc que la logique et la clarté fassent désirer un changement de rédaction de l'alinéa 2 de l'article 4, portant :

« Après paiement des dettes, le Conseil d'Administration règle *l'affectation* de l'actif, en se conformant, le cas échéant, aux dispositions du règlement organique. »

Le mot *affectation* pourrait paraître peu conforme à la pensée du projet. L'œuvre en liquidation, une fois liquidée, n'existe plus ; elle n'est plus propriétaire ; elle a fait plus qu'affecter ; elle ne pourrait d'ailleurs surveiller les suites d'une affectation ; comme la société commerciale, elle a *attribué* son actif net.

C'est pourquoi il est logique que le mot affectation soit remplacé par celui d'*attribution*.

L'éminent jurisconsulte, auteur du projet, M. de Lantsheere, a déclaré qu'il accepte cet amendement.

La Commission, en approuvant le projet à l'unanimité, s'associe à l'espoir qu'en termes élevés le Gouvernement exprime au moment où les intérêts et les droits de nos universités libres vont être placés plus directement sous la sauvegarde de la foi publique et de l'honneur national ; la Commission et la Chambre espèrent que « le projet contribuera à rapprocher les Belges d'un idéal inspiré par l'équité, le calme, la modération et la sagesse ».

Le Rapporteur,

JUSTIN VAN CLEËMPUTTE.

Le Président,

A. BEERNAERT.

AMENDEMENT
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

A l'article 4, alinéa 2, remplacer le mot « affectation » par *attribution*.

AMENDEMENT VOORGESTELD
DOOR DE COMMISSIE.

In artikel 4, 2^{de} lid, het woord « bestemming » te vervangen door het woord : *toekenning*.



(6)

(1)

(N° 175)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JUNI 1911.

Ontwerp van wet tot toekenning der rechtspersoonlijkheid aan de Hoogescholen van Brussel en Leuven (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER VAN CLEEMPUTTE.

MIJNE HEEREN,

In een werk dat als 't ware samengaat met dit verslag, achtte de steller ervan zich verplicht een overzicht te geven van de sociale, wetenschappelijke, legislatieve feiten, die ons terugbrengen tot algemeene overleveringen, tot het bevredigen van natuurlijke, bestendige betrachtingen bij de beschaafde natiën; wij bedoelen het toekennen, door de wet, behoudens bedingen en binnen bepaalde grenzen, van de juridische persoonlijkheid en bevoegdheid aan de Vereenigingen die, zonder winstbejag, het bestudeeren, uitbreiden en verspreiden van de wetenschappen beoogen; hij heeft de beginselen uiteengezet welke ingang vinden bij hen die zich met rechtszaken onledig houden.

Het ware overbodig thans die bedenkingen van algemeen aard in 't midden te brengen.

Het wetsontwerp « waarbij rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de Vrije Hoogescholen van Brussel en Leuven », geldt bijzondere toestanden, die, op zichzelf staande, reeds voldoende zijn om den u voorgestelden maatregel te rechtvaardigen.

(1) Wetsontwerp, n° 136.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer BEERNAERT, bestond uit de heeren Huysmans, L. HUYSMANS, MABILLE, POULLET, VAN CLEEMPUTTE en VANDERVELDE.

De Vrije Hoogescholen van Brussel en Leuven nemen deel aan het wetenschappelijk, administratief en maatschappelijk leven van het land door werken en diensten, sedert lang erkend door de openbare meening en de wetten.

Reeds tijdens het onderzoek van het ontwerp dat de wet van 15 Juli 1849 is geworden, plaatsten de Regeering en de Wetgeving de vrije hogescholen en de hogescholen van den Staat op een voet van gelijkheid voor de samenstelling van de jury's, belast met het begeven van academische graden.

De heer Rogier, Minister van Binnenlandsche Zaken, en ook de heer Devaux zegden :

« Volgens het stelsel der Regeering zullen de vrije hogescholen, waar-
» mede rekening dient te worden gehouden wanneer men bestaart, *in de*
» *hogeschool-jury's worden vertegenwoordigd op denzelfden voet als de*
» *hogescholen van den Staat.* »

Deze wettelijke bekrachtiging nam steeds toe in aanvang en gezag.

De wet van 1876, die nog van kracht is voor het hooger onderwijs en het begeven van de academische graden, hecht dezelfde waarde aan de wetenschappelijke en professionnele titels, onverschillig of ze zijn toegekend door de vrije hogescholen zelf en alleen of door de hogescholen van den Staat.

De openbare meening, zoo in ons land als in den vreemde, kent eene gelijke verdienste toe aan de door haar opgeleide geleerden.

De lessen van vermaarde meesters worden steeds gevolgd door talrijke studenten.

Ziedaar het roemrijk heden van onze vrije hogescholen; het is de ontwikkeling van een verleden van drie vierden eener eeuw, gekenmerkt door aanhoudend streven, volhardende opoffering en onafgebroken bijval.

Doch, zoo zij tot dezen toestand geraakten, zoo zij uitstekende diensten hebben bewezen en nog bewijzen, zij danken het zichzelf en de mannen die voor haar als ijveraars optraden.

Zij zijn geboren uit persoonlijken ondernemingsgeest, ontwikkelden zich vrij, richtten haar werk in met volkomen vrijheid, breidden het uit om op de hoogte van elken vooruitgang te blijven.

In de Memorie van toelichting, uitgaande van de Regeering, wordt eerlijk hulde gebracht aan den wetenschappelijken geest, de verstandige bedrijvigheid, de milde opofferingen, waardoor ontstonden twee instellingen die, door baren luister, tot eer strekken aan het vrije België en aan zijn nationaal karakter, uit zijn aard begeesterd voor mild en onafhankelijk initiatief.

Dit geschiedkundig feit, dat op zichzelf de waarborgen vermenigvuldigt, zou volstaan voor de toekenning van de rechtspersoonlijkheid en van eene burgerlijke bevoegdheid, uitgeoefend door verkozen beheerders, voortzetteren van de overleveringen die bijval vonden bij de openbare meening, waartoe zij zich aangetrokken gevoelden.

Het mag worden gezegd, dat dit juridische leven en deze juridische bevoegdheid, waarvan men zooveel merkwaardige uitingen aantreft, in overeenstemming met zooveel openbare en private belangen, reeds eene moreele wezenlijkheid waren. Ook heeft de Commissie het wetsontwerp eenparig goedgekeurd en met eenparigheid stelt zij u voor, het aan te nemen.

De achtbare heer Vandervelde, die verhinderd was de vergadering der Commissie bij te wonen, verklaarde haar bij brieve dat hij het ontwerp goedkeurde, doch dat hij een amendement zou indienen, strekkend om ook rechtspersoonlijkheid toe te kennen aan de Nieuwe Hoogeschool te Brussel.

De Commissie kan er enkel eenparig haar leedwezen over uitdrukken, dat zulk amendement haar niet ontvankelijk toescheen. Zij was van oordeel, vooreerst dat het hier geldt eene volstrekt bijzondere wet, welke geen algemeen stelsel invoert, geene reeks, geen type beoogt, maar wel twee instellingen, twee bijzondere toestanden; dat, om den achtbaren heer Vandervelde te bevredigen, een nieuw ontwerp zou noodig zijn, en, vervolgens, dat de Nieuwe Hoogeschool niet bevat het getal faculteiten, vereischt door de wetten tot regeling van het hooger onderwijs.

Voor 't overige vereenigt de Commissie zich met de Memorie van toelichting, met de daarin voorkomende verklaring van de teksten. Echter acht zij deze instemming nog duidelijker te doen uitkomen door twee opmerkingen van *louteren vorm*.

Ziehier de eerste :

Het 2^e lid van het eerste artikel luidt :

- « Van deze Hoogescholen maken deel uit de gestichten van hooger onderwijs die er aan verbonden zijn en die zich in het *arrondissement* bevinden
- » waar de Hoogeschool gevestigd is. »

Feitelijk zijn thans de twee bestuursarrondissementen Brussel en Leuven versmolten met de rechterlijke arrondissementen. Doch dat kan veranderen. Dus is het niet van belang ontbloot te doen uitschijnen dat het wetsontwerp de rechterlijke arrondissementen bedoelt. Eenerzijds, trouwens, zijn de Brusselsche en de Leuvensche Hoogeschool geene bestuursinstellingen; anderzijds kenschetst de Memorie van toelichting aldus de nieuwe rechtspersoonlijkheid van beide :

- « Voortaan zullen deze vereenigingen (de vrije hoogescholen) vrijheid
- » hebben, zich in het rechterlijk midden te bewegen als zelfstandige personen, in het bezit van eigen have, tegoed en schulden, van elk andere
- » gescheiden. Zij zullen al de voorrechten, die de lichamelijke personen
- » genieten, eveneens genieten. Alles samengenomen, wanneer het ontwerp
- » zal zijn gestemd, zal de Belgische maatschappij slechts twee burgers
- » meer tellen... Maar, in ieder geval ook, zullen de Universiteiten blijven
- » bestaan voor hare vereffening. Zij zelve, zonder eenige andere tusschen-
- » komst, zullen er toe overgaan, gelijk de bij onze wetgeving erkende
- » vennootschappen; evenals al de verdere akten van haar rechtsbestaan,

» blijft hare vereffening eene akte van *louter privaat recht* .. Het spreekt
» van zelf dat de geschillen, waartoe de vereffening kan aanleiding geven,
» volgens het *gemeene recht bij de burgerlijke rechtbanken zullen worden*
» *aanhangig gemaakt.* »

Dat is het beginsel 't welk immer meer den geest der rechtsgeleerden beheerscht.

Wat in het tweede lid van het eerste artikel wordt beoogd, is het rechterlijk arrondissement : *dit waar de « burgers » 'hunne hoofdinrichting hebben,* waar de zetel, het middenpunt hunner bedrijvigheid is.

Ziehier de tweede opmerking :

Zooals wij daareven nogmaals zegden, blijven de vrije hoogeschole bestaen voor hare vereffening ; zij zelve gaan daartoe over, en in dit opzicht vergelijkt de Memorie van toelichting ze met handelsvennootschappen, die insgelijks onafhankelijk zijn, meester over haar vermogen, waarover zij beschikken, 't welk zij toekennen bij de vereffening.

Dus schijnt het dat rede en klaarheid eene verandering doen wenschen in den tekst van het 2^e lid van artikel 4, luidende :

« Na betaling der schulden, regelt de Raad van beheer *de bestemming*
» van het batig saldo, desvoorkomend met inachtneming van het bepaalde
» in het oprichtingsreglement. »

Het woord « *bestemming* » zou kunnen schijnen weinig overeen te komen met de grondgedachte van het ontwerp. Is eenmaal de vereffening afgeloopen, dan bestaat niet langer de instelling ; zij is niet meer eigenaar ; zij deed meer dan bestemmen ; zij zou, overigens, de gevolgen eener bestemming niet kunnen nagaan ; evenals de handelsvennootschap, heeft zij haar zuiver actief *toegekend*.

Daarom is het raadzaam het woord bestemming te vervangen door het woord *toekening*.

De uitstekende rechtsgeleerde die het ontwerp opmaakte, de achtbare heer de Lantsheere, verklaarde dat hij dit amendement aanneemt.

De Commissie, die eenparig het ontwerp goedkeurde, vereenigt zich met de hoop, door de Regeering in verheven bewoordingen uitgedrukt op 't oogenblik dat de belangen en rechten onzer vrije hoogeschole meer rechtstreeks zullen geplaatst zijn onder de schuts van het openbaar geweten en de nationale eer ; de Commissie en de Kamer hopen dat het ontwerp zal bijdragen om de Belgen naderbij te brengen bij een ideaal, ingegeven door rechtvaardigheid, kalmte, gematigdheid en wijsheid.

De Verslaggever,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

De Voorzitter,

A. BEERNAERT.



AMENDEMENT
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

A l'article 4, alinéa 2, remplacer le mot « affectation » par *attribution*.

AMENDEMENT VOORGESTELD
DOOR DE COMMISSIE.

In artikel 4, 2^{de} lid, het woord « bestemming » te vervangen door het woord : *toekenning*.

